

RÉPERTOIRE DES MISSIONS DES ACTEURS DU LITTORAL ET DE LA MER EN MARTINIQUE - 2015

DES ACTEURS TOURNÉS VERS LA MER :

Acteurs	Missions, compétences, zones de pratique
Direction de la Mer (DM)	<p>Tout ce qui est sur et sous l'eau depuis les hautes mers mais pas ce qui est rattaché à la terre (pontons) qui dépendent de la DEAL.</p> <p>Actions interministérielles de l'État en mer (AIEM) et Développement des activités maritimes (AM)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêtés de cantonnements de pêche en lien avec le CRPMEM - Arrêtés de fermeture des zones liées à la présence de chlordécone en lien avec le Préfet et en s'appuyant sur les avis scientifiques - Plaisance : immatriculations, gestion des épaves - Pêche : contrôle - Aquacultures : concessions, aides financières - Mouillages, liftes, AOT - Police en mer - Conseil sur la réglementation dans les réserves marines - Avis sur les campagnes scientifiques étrangères - Gestion de l'invasion du poisson lion et des Sargasses avec la DEAL - Gestion de la population maritime (Gens de mer – GM), sécurité maritime - Centre de sécurité des navires (CSN) - Phares et balises - Polmar - CROSS - SNSM
Direction de l'Action de l'État en Mer (DAEM)	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre le narcotrafic - Lutte contre l'immigration clandestine - Prévention et lutte contre les pollutions - Police de la navigation et police des pêches - Surveillance des approches maritimes (Vigimer) - Sauvetage en mer - Surveillance du sanctuaire AGOA <p>Les forces militaires et administratives participant à cette action de l'État en mer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le centre opérationnel de commandement supérieur des forces armées des Antilles - la marine aux Antilles et l'armée de l'air (sauvetage en mer) et de terre (surveillance du littoral) - l'office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiant (OCRIS) - les commandements des gendarmeries nationales de Martinique et de Guadeloupe - la direction inter régionale des douanes - la DM - le CROSS Antilles-Guyane - la direction zonale de la police de l'air et des frontières des Antilles
L'Agence des aires marines protégées	<p>Mission de création d'un parc naturel marin en Martinique sur l'ensemble de la ZEE. Compétences uniquement sur l'espace maritime. Si un parc naturel marin voit le jour, le conseil de gestion du parc peut être saisi pour donner des avis conformes ou des avis simples lorsqu'une activité (terrestre ou marine) est susceptible d'avoir un impact important sur le milieu marin.</p> <p>L'Agence des aires marines protégées des (AMP) gère le sanctuaire AGOA qui couvre l'ensemble de la zone économique exclusive des Antilles françaises.</p>

	Appui à la gestion d'AMP, animation du réseau d'AMP, soutien technique et financier aux parcs naturels marins.
Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer - Délégation des Antilles françaises (Ifremer)	<p>Recherches scientifiques dans les domaines de l'halieutique, l'aquaculture et l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le secteur de l'halieutique : application de l'approche systémique de la pêche émergente autour des DCP ancrés en coopération avec les pays voisins qui partagent des espèces migratrices, développement d'un tableau de bord pluridisciplinaire des pêcheries insulaires des Départements Français des Antilles, gestion de ressources, Système d'Information Halieutique (SIH). - pour le secteur de l'aquaculture : soutien scientifique et technique à la filière pisciculture marine outre-mer, amélioration des performances technico-économiques des élevages Antillais (Martinique et Guadeloupe) mais aussi dans l'océan Indien (La Réunion et Mayotte), gestion des ressources génétiques et domestication, sécurisation sanitaire, qualité et la valorisation des produits, contrôle de la reproduction, impact environnemental des élevages sur le milieu. - pour le secteur de l'environnement : assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des opérateurs de la DCE, contribution à la compréhension des processus de contamination par la Chlordécone du milieu marin et de la faune halieutique, appui scientifique et technique pour le développement des connaissances et des suivis environnementaux (exemple conventionnement avec la DEAL).
Observatoire du Milieu Marin Martiniquais (OMMM ou O3M)	<p>Association scientifique visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mieux connaître les récifs coralliens martiniquais - suivre leur évolution dans le temps - sensibiliser la population martiniquaise et touristique à la protection de l'environnement marin <p>Créée pour répondre aux besoins du programme d'action de l'Initiative Française pour les Récifs Coralliens (IFRECOR) pour la Martinique. Le comité local IFRECOR en Martinique est coordonné par la DEAL.</p>
Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM)	<p>Organisation professionnelle qui a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'assurer la représentation et la promotion au niveau régional des intérêts généraux des professionnels exerçant une activité de pêche maritime ou d'élevage marin - de participer à l'élaboration et à l'application des réglementations en matière de gestion des ressources halieutiques - de participer à l'élaboration de réglementations encadrant l'usage des engins et la cohabitation des métiers de la mer - de participer à la réalisation d'actions économiques et sociales en faveur de leurs membres - de participer aux politiques publiques régionales de protection et de mise en valeur de l'environnement afin notamment de favoriser une gestion durable de la pêche maritime et des élevages marins - d'apporter un appui scientifique et technique à leurs membres ainsi qu'en matière de sécurité, de formation et de promotion des métiers de la mer.
COOPAQUAM - ADEPAM	<p>COOPAQUAM : Coopérative des aquaculteurs de Martinique. Elle soutient la promotion commerciale du Loup des Caraïbes, du Saint-Pierre et des écrevisses d'eau douce.</p> <p>ADEPAM : association pour le développement de la production aquacole martiniquaise. Elle a pour mission d'accompagner les adhérents dans le développement de leur production, de les représenter au sein des administrations et de répondre à des demandes de transferts de technologies.</p>

Ecole de formation professionnelle maritime et aquacole (EFPMA)	Formations aux métiers de la mer (commerce, plaisance, pêche, aquaculture) : conduite et gestion d'entreprise maritime, électromécanicien de marine, matelot, diplôme « machine » et « pont ».
Fédération martiniquaise de la Pêche plaisancière et de loisirs	Fédérer et représenter les pêcheurs plaisanciers et de loisirs en Martinique pratiquant sur l'espace maritime depuis le littoral terrestre jusqu'en haute mer.
SOMARA / Tech Dive Services	SAMORA : entreprise de remorqueurs et manœuvre portuaires, sous-traitant pour la Direction de l'action de l'État en Mer pour l'assistance en haute mer. Assistance aux manœuvres portuaires des navires, aux relèves d'équipages, aux approvisionnements, aux enlèvements de déchets, aux remorquages hauturiers, de barges, de pontons, de navires sans propulsion. Tech Dive Services : entreprise de travaux sous-marins.
Activités nautiques et de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - excursions en mer pour observer les dauphins, les tortues marines, les fonds sous-marins, les fonds blancs, les îlets, la mangrove... - écotourisme nautique (Dénébola, Fleurd'o) - location de catamarans, voiliers, yacht, bateaux à moteur avec ou sans permis - plaisance - location de canoës Kayak (îlets du Robert, du François, mangrove de Génipa, du Marin, Cap Chevalier) dans des clubs affiliés ou pas à la Fédération française de Canoë-Kayak. - location de planches à voile, de surf, bodyboard, Stand Up Paddle - location de kite surf dans des structures affiliées ou non à la Fédération française de vol libre (FFVL) ou école française de Kite (EFK) - location de jets ski (dans des structures affiliées ou non à la Fédération française de motonautisme), flyboard (tuyau raccordé à la turbine d'un jet ski qui permet de faire monter quelqu'un dans les airs) - bouée tractée, ski nautique, parachute tracté par un bateau - initiation à la yole, au gommier - pêche sportive - seabiking, aquagym en mer - initiation à la pêche artisanale avec des marins pêcheurs - plongée sous-marine - clubs nautiques
Fédération des Industries Nautiques (FIN)	<p>Une antenne en Martinique. Défendre, représenter et promouvoir les métiers de la filière nautique française, en France et à l'étranger. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics au plan régional, national et européen, elle assiste et conseille les entreprises dans les domaines juridique, social, économique et technique. Rôle d'information auprès du grand public et des médias, notamment pour ce qui concerne l'évolution des tendances du marché. Au niveau international, participation active à l'évolution de la filière nautique. Membre fondateur de la Fédération européenne des industries nautiques -European Boating Industry- représentant et défendant les intérêts des industries nautiques européennes. A l'origine de manifestations telles que la Fête du Nautisme, contribution ainsi au développement de la pratique nautique aux côtés des fédérations sportives.</p>
Martinique yachting association	<p>Fédérer et informer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les entreprises ayant un lien avec les services nautiques, - les autorités, les collectivités locales ainsi que tous décideurs sur les impacts économiques et sociaux générés par la plaisance, - ses membres des évolutions réglementaires concernant leurs activités.

	<p>Contribuer et soutenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la promotion, la représentation et la coopération du secteur nautique en Martinique, à l'étranger et plus particulièrement vers les Iles de la Caraïbe, - la promotion et la commercialisation de la plaisance et d'en assurer le suivi ainsi que les chiffres clés et la promotion de ses actions environnementales liées au nautisme, <p>Promouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualité de services offerts aux yachts qui relâchent en Martinique, - l'organisation et la mise en place d'événements nautiques.
Cluster Gat Caraïbe logistique et transports	Rassembler, échanger, informer, soutenir la création d'opportunités, la professionnalisation du réseau dans le domaine de la logistique et des transports
Cluster Maritime Martinique (CMM)	<p>Promotion et défense des activités maritimes et marines de la Martinique et d'activités connexes</p> <p>Etude de leurs possibilités de développement</p> <p>Mener toutes actions dans les champs d'interventions de ces activités et notamment : transport de marchandises ou de passagers, nautisme, plaisance, pêche, recherche, prospection et protection marine, port et services portuaires, formation et emploi maritime, financement maritime, construction et réparation navales, énergies marines renouvelables et engineering offshore.</p>
Ligue de voile de la Martinique	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner une politique sportive par l'élaboration du calendrier des épreuves, la diffusion des règlements sportifs régionaux et le suivi des structures d'entraînement de haut niveau - Animer un réseau d'Ecoles Françaises de Voile par une constante recherche d'amélioration de la qualité des prestations mises en œuvre. - Développer les activités éducatives permettant aux jeunes martiniquais de naviguer dans le cadre de la voile à l'école ainsi que des activités de loisirs. - Enfin, former l'encadrement de l'ensemble de ces activités (entraîneurs / arbitres / moniteurs saisonniers / professionnels...)
Comité Martinique Guyane des Sports Subaquatiques (COMAG-sports-sub) anciennement Comité martiniquais des sports subaquatiques (COMASSUB)	<p>Déclinaison locale de la Fédération Française d'Etude et de Sports Sous-Marins (FFESSM)</p> <p>Plusieurs commissions régionales dont la Commission Régionale Environnement et Biologie Subaquatique Martinique (CREBS) : réuni au sein du COMASSUB les plongeurs qui ont un intérêt plus particulier pour l'environnement et la connaissance du milieu subaquatique, pour partager leur passion de la mer.</p> <p>Commission régionale archéologie, apnée, audiovisuelle, médicale et prévention, nage avec palmes, techniques, et tirs sur cibles.</p> <p>Missions dans le domaine touristique, scientifique, de sensibilisation à l'environnement, régulation d'espèces envahissantes comme le poisson lion.</p>
Comité martiniquais de surf	Organisation de manifestations (championnats de surf et bodyboard)
Fédération de yoles rondes	Visé à structurer, dynamiser, promouvoir, organiser, renforcer la Yole. Elle fédère les associations de yoles
Club des gommiers de Martinique	Faire découvrir le gommier et la yole ronde au plus grand nombre de personnes.

DES ACTEURS PLUTOT CENTRÉS SUR LE LITTORAL TERRESTRE

Acteurs	Missions
<p>Conservatoire du littoral et des espaces lacustres</p>	<p>Le conservatoire du littoral a pour mission de préserver définitivement des sites naturels le long des rivages de métropole et d'outre-mer. Pour cela, il acquiert des espaces, qu'il remet ensuite en gestion aux collectivités locales ou aux associations qui les entretiennent, avec l'aide des usagers (éleveurs, agriculteurs, chasseurs, etc.).</p> <p>Grâce à une enveloppe budgétaire pour les DOM de 1 million d'euros environ (sur 30 millions au niveau national), le Conservatoire se porte acquéreur de terrains après négociations amiables avec les propriétaires et parfois en faisant jouer son droit de préemption sur toutes les ventes foncières. Depuis 1996, le périmètre a été étendu à la zone naturelle des 50 pas géométriques, puis au domaine public maritime en 2002.</p> <p>Compétences sur les communes riveraines de la mer et extensions possibles s'il y a continuité écologique et sur demande de la commune. Gestion confiée aux communes, ONF, ou PNRM.</p>
<p>Agence des 50 pas géométriques de Martinique</p>	<p>Agence créée pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribue à l'observation et au suivi des occupations des terrains - établit, après consultation de la ou des communes concernées, des programmes d'équipement en voirie et réseaux divers des terrains mentionnés au premier alinéa et mis gratuitement à leur disposition par l'État - recherche les occupants éligibles à la régularisation et les assistent dans leurs démarches de demande de cession - établit toutes formalités et documents nécessaires à la cession des terrains - contribue à la libération des terrains dont l'occupation sans titre ne peut être régularisée et au relogement de leurs occupants. - à titre secondaire, elle peut réaliser les travaux de voies d'accès, de réseaux d'eau potable et d'assainissement. <p>Au travers des travaux d'urbanisation et de réhabilitation du bâti sur la zone des cinquante pas géométriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rendre salubres les zones d'habitation - caractériser les bassins versants en capacité de déversement des eaux de pluie - apprécier, quantifier et réduire les dommages liés aux inondations par submersions marines sur le littoral suite à des surcotes marines, notamment lors d'épisode cyclonique - canaliser les eaux de ruissellement suite aux fortes pluies - désenclaver les zones et mettre en place des moyens de connexion entre des espaces - aménager ou étudier l'aménagement des plages ou des appontements - assurer une protection des abords littoraux par un aménagement des berges - développer l'économie locale par l'aménagement ou la réalisation d'infrastructures pour la pêche - permettre le développement économique des nouvelles activités maritimes en tant que gestionnaire de la frange littorale - lancer des études générales sur les aléas de type houle cyclonique, conduire des travaux sur le développement potentiel des activités nautiques sur le centre et le nord de la Martinique (en complément

	d'une réflexion plus importante menée par l'Espace Sud) ou sur la valorisation du littoral par la mise en place d'évènements nautiques. - communiquer et sensibiliser les acteurs du territoire sur les enjeux littoraux et marins dans le cadre du Forum Bodlanmè.
Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM)	Gestionnaire du port de Fort-de-France : coordination des différents acteurs du port (pilotage, lamanage, remorquage, agents maritimes entreprises manutentionnaires, transitaires). Se prolongeant d'est en ouest sur 2.7 km de quais et proposant plus de 30 hectares de terre-pleins, le Port de Fort-de-France traite à la fois le trafic de marchandises, de passagers et la réparation navale. Il possède également des appontements spécialisés (hydrocarbures, céréales...).
Société Antillaise d'exploitation des ports de plaisance (SAEPP) : marina du Marin	Accueil de bateaux de plaisance (douches, sanitaires, laverie, wifi...) et locations de voiliers ou bateaux à moteurs au Marin. 640 postes d'amarrage et 70 bouées. Flotte de 260 voiliers de plaisance, catamarans et monocoques destinés à la location touristique, mais également des navires à moteurs avec ou sans skipper.
Groupe Karibea hôtel, Zilea : groupement des hôteliers de Martinique, groupe Montplaisir (Club Med), Blue Season hôtels	Développement de l'hôtellerie dans les Dom-Tom.
Entreprises d'exploitation des carrières	Carrières en Martinique principalement situées sur le littoral (commune de Saint-Pierre). Transport du sable effectué essentiellement par la route et quelques barges vers les îles voisines.
Association des maîtres-nageurs sauveteurs	Quelques plages aujourd'hui surveillées (par exemple la plage de Corps de garde à Sainte-Luce)

DES ACTEURS PLUTOT TERRESTRES

Acteurs	Missions
Communes	<ul style="list-style-type: none"> -compétences dans la bande des 300 mètres pour la baignade. -compétences pour l'élaboration des PLU dans le respect des prescriptions nationales d'urbanisme, délivrance des permis de construire. -gestion des espaces naturels du Conservatoire du Littoral. <p>Regroupement des maires au sein de l'association des maires de la Martinique. Création de l'association ASSEVE regroupant les chargés de mission environnement des communes pour les aider dans leurs missions.</p>
Communautés de communes	<ul style="list-style-type: none"> - développement économique - aménagement de l'espace communautaire et organisation des services de transports urbains - équilibre social de l'habitat - politique de la ville - SCOT : volet mer <p>Compétences optionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion des eaux usées - eau potable - protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie (collecte des déchets) - construction d'aménagements, entretiens et gestion des équipements culturels et sportifs - voiries - aménagement du littoral, équipements nautiques (port de plaisance de l'étang z'abricot) - contrats de rivières du Galion, contrat de baie de Fort-de-France, contrat du littoral de l'espace sud
Direction de la jeunesse et des sports et de la cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> -Aide au développement des sports de Nature et des sports nautiques en particulier (accompagnement du milieu sportif : expertise, conseil, aides aux financements) - Aide aux équipements sportifs (recensement des équipements sportifs, aides aux financements) - Emploi et formation (mise en place des formations dans l'encadrement en adéquation avec le marché du travail, aide à la création d'emplois sportifs) - Protection des usagers (les déclarations des établissements et des éducateurs, les contrôles des établissements) - Sport de haut niveau
Comité régional de la randonnée pédestre	<ul style="list-style-type: none"> - Créer et baliser les itinéraires de randonnée pédestre - Protéger, entretenir et préserver l'accessibilité des sentiers - Promouvoir et proposer la randonnée sous toutes ses formes en fonction des publics - Les formations
ONCFS – ONEMA	<ul style="list-style-type: none"> - service de garderie chargé de la police générale de l'environnement et de la chasse en particulier dans le cadre des services mixtes de police de l'environnement (SMPE) qui associent l'office nationale des eaux et des milieux aquatiques (ONEMA) et l'ONCFS (permis de chasse). - une cellule technique Antilles françaises qui est en charge des aspects recherche et étude travaille notamment sur les tortues marines et l'iguane des petites Antilles au travers des plans nationaux d'action, et sur le suivi des oiseaux et la chasse. Appui technique et conseil aux administrations, collectivités, gestionnaires, aménageurs.

ONF	<ul style="list-style-type: none"> - missions de services publics pour le compte de l'État ou des collectivités à travers l'application du régime forestier. - entreprise publique prestataire pour réaliser des études, des travaux après appel d'offre pour le compte de clients privés ou publics. - gestion des forêts domaniales littorales, départementalo-domaniales, départementales, des forêts du Conservatoire du littoral, et des mangroves du domaine public maritime. Cela comprend les tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - entretien des limites du domaine - travaux de voirie forestière - travaux sylvicoles - activité économique : production de bois de Mahogany grandes feuilles (Acajou du Honduras) - Swietenia macrophylla, bois précieux utilisé pour l'ébénisterie et la menuiserie fine. - accueil du public : mise en place, entretien et rénovation des infrastructures d'accueil : voies d'accès, parkings, signalétique, mobiliers en bois (tables, bancs, ajoupas), blocs sanitaires. Mise en sécurité du public avec l'élagage des cocotiers et des branches mortes et la surveillance du domaine. Opérations d'information, de sensibilisation à la préservation de ce patrimoine. - ouverture et l'entretien de sentiers de randonnées dont certains sur le littoral (Trace des Caps, Prêcheur / Grand'Rivière / boucle du Vauclin / îlet de Sainte-Marie)
PNRM	<p>Accompagnement des 32 communes de son territoire vers un développement durable ; nombreuses actions dans les domaines de l'agriculture, le tourisme, l'environnement, l'économie, etc. Intervention notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la diversification des produits de l'offre touristique en matière de tourisme vert, d'écotourisme et d'agritourisme - la valorisation des productions du terroir - la préservation des paysages - la sensibilisation au respect de l'environnement et à la nécessité d'un comportement éco-citoyen - l'animation et la promotion du territoire - la protection des terres - la mise en œuvre d'études scientifiques sur la biodiversité - la formation aux métiers de l'environnement <p>Porteur du projet de Réserve Naturelle Régional de la baie de Génipa. Gestion des Réserves Naturelles Nationales des îlets de Sainte-Anne et de la Caravelle et de leur projet d'extension en mer.</p>
Office De l'Eau	<p>Outil technique et financier qui a pour vocation de mettre en application (selon le principe de pollueur – payeur) une série de redevances qui permettent le financement d'actions et de travaux pour améliorer la préservation de l'environnement, des milieux aquatiques et des ressources en eau.</p> <p>Organe fédérateur des actions menées dans le cadre de la politique globale de l'eau : le SDAGE, dont il a la charge du suivi et de la mise en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> -études et suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages - conseils, assistance technique aux maîtres d'ouvrages de l'eau, information, sensibilisation - Sur proposition du comité de bassin : programmation et financement d'actions et de travaux dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention.
Comité de bassin de la Martinique	<p>Assemblée qui regroupe les différents acteurs, publics ou privés, agissant dans le domaine de l'eau pour débattre et de définir de façon concertée les grands axes de la politique de gestion de la ressource en eau et de protection des milieux naturels aquatiques à l'échelle de la Martinique. Consulté sur toutes les grandes questions se rapportant à la gestion de l'eau en Martinique. Chargé d'élaborer le premier SDAGE de la Martinique (2002)</p>

<p>Syndicats de gestion de l'eau : SICSMS, SCNA, ODYSSI pour la CACEM, SCCNO</p>	<p>Assurer l'alimentation en eau potable des communes de Martinique, responsable de la qualité sanitaire de l'eau potable contrôlée tous les ans par l'Agence Régionale de Santé (ARS).</p> <p>Assurer aussi pour certaines communes l'assainissement. En Martinique, la commune du Morne Rouge assume seule cette compétence, tandis que les 33 autres communes se sont regroupées dans 5 structures intercommunales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ODYSSI, la régie communautaire de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique), produit et distribue de l'eau potable pour les communes de Fort de France et de Schoelcher, - Le SICSMS, Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique, produit et distribue de l'eau potable sur 16 communes, - Un groupement CACEM/SICSMS, concernant les communes du Lamentin et de Saint-Joseph, - Le SCCCNO, Syndicat intercommunal des Communes de la Côte Caraïbe Nord-Ouest, producteur et distributeur 7 communes du Nord de l'île, - Le SCNA, Syndicat des Communes du Nord Atlantique, producteur et distributeur pour 8 communes du Nord Atlantique. <p>Pour assurer l'exploitation et l'entretien des ouvrages, les collectivités ont, selon les cas, soit déléguée cette mission à une société privée : la Société Martiniquaise des Eaux (SME) pour les communes du SICSMS et du SCCCNO et pour les communes du Lamentin et de Saint-Joseph ; la Société Martiniquaise de Distribution et de Service (SMDS) pour les communes du SCNA et de Morne Rouge, ainsi que pour la commune de Schoelcher ; soit créé une régie communautaire dédiée : ODYSSI, qui assure pour la CACEM la distribution d'eau potable pour la commune de Fort de France.</p>
<p>Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique (ADUAM)</p>	<p>Organisme de réflexion et d'étude qui a pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place des instruments de connaissance et de suivi des évolutions du territoire de la Martinique en accordant une attention particulière aux évolutions urbaines, - de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, - d'observer et d'accompagner la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) et du Schéma Départemental d'Aménagement Touristique (SDAT), - d'élaborer ou de participer à l'élaboration des documents d'urbanisme (Schémas de Cohérences Territoriale, Plans Locaux d'Urbanisme, cartes communales), - d'accompagner la mise en œuvre des projets d'agglomération, de participer à la définition des chartes de pays dans un souci d'harmonisation des politiques publiques et du développement durable.
<p>EDF, RTE, ADEME, AME</p>	<p><u>EDF</u> : production d'électricité</p> <p><u>RTE</u> : Gestionnaire du réseau de transport d'électricité</p> <p><u>ADEME</u> : participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable : conseils, aides au financement de projets dans le domaine de la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.</p> <p><u>AME</u> : mettre en synergie les stratégies, les moyens et les actions des acteurs pour assurer la transition énergétique de la Martinique.</p>
<p>DAAF, Chambre d'agriculture, UGPBAN, Orgapey</p>	<p><u>DAAF</u> : la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique assure au consommateur une alimentation sûre, accessible et diversifiée et accompagne la profession agricole et agroalimentaire à relever le défi du développement endogène et durable. 7 services : alimentation, entreprises et filières, territoires ruraux, animation et pilotage, informations statistiques, économiques et prospective, formation et développement, secrétariat général.</p> <p><u>Chambre d'agriculture</u> : Une double mission : représentation et consultation (représentation du monde agricole et porte-parole de ses intérêts auprès des pouvoirs publics locaux, nationaux, communautaires et de tous les autres partenaires ou</p>

	<p>organismes intervenant directement dans la politique agricole ou l'aménagement du territoire), intervention, information, conseil, appui technique, montage de dossiers et formation des agriculteurs (coordonner la mise en œuvre du Plan EcophytoDom, réaliser le diagnostic et les recherches de résidus dans le cadre du Plan chlordécone...)</p> <p><u>UGPBAN</u> : l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et de Martinique (UGPBAN) est une entreprise coopérative.</p> <p><u>Orgapey</u> (Groupement pour le Développement de l'Agriculture Organique et Paysanne) : objectifs de définir une stratégie de développement de l'agriculture organique et paysanne en Martinique.</p> <p><u>Fredon</u> (Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles) : a pour mission de coordonner, de faciliter ou de réaliser les diverses actions des Groupements de Défense contre les Organismes nuisibles (GDON) de la Martinique ; de prendre toute initiative tendant à faciliter l'action collective et l'organisation administrative et technique des groupements agréés adhérents (GDON) de la Martinique.</p>
CAEC	<p>Le campus agro-environnemental Caraïbe regroupe trois Établissements publics qui interviennent dans le domaine de la recherche et du développement agricole en Martinique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) - l'IRD (Institut de recherche pour le développement) - l'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) - l'UA (l'Université des Antilles)
Citoyens martiniquais	

DES ACTEURS TRANSVERSAUX

Acteurs	Missions
Préfet	<p>Un seul Préfet pour la Région et le domaine maritime. Animation de l'action de l'ensemble des services de l'État en Martinique. Trois sous-préfectures.</p> <p>Le Préfet est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - délégué du gouvernement pour la coordination de l'action de l'État en mer et préfet de la zone de défense des Antilles. - responsable de la sauvegarde des personnes en mer - responsable de la police des pêches - responsable de la protection de l'environnement marin et de la lutte anti-pollution - responsable de la surveillance et de la police de navigation - responsable du plan de secours aux personnes en cas de risques naturels - responsable en matière de gestion des fonds européens et du contrat de plan État / Région. <p>La mission d'étude pour la création d'un Parc Naturel Marin est sous la direction du Préfet.</p>
DEAL	<p>Service de l'État, la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement est sous l'autorité du préfet.</p> <p>Fusion de la DDE, DIREN et DRIRE.</p> <p>Mission : élaborer et mettre en œuvre localement les politiques de l'État.</p> <p>Sept services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paysage, eau, biodiversité (mission interservices de l'eau et de la nature ; stratégie locale pour la biodiversité, police de l'environnement ; police de l'eau ; réglementation de la chasse ; ZNIEFF, plan national d'action pour la conservation de l'Iguane des petites Antilles et des tortues marines avec l'ONCFS ; biodiversité marine : suivi des projets de réserves marines régionales, sanctuaire AGOA, développement des connaissances, expertises, avis, autorisations, éducation et sensibilisation, gestion du poisson lion, animation du comité local IFRECOR ; gestion du littoral : sentier du littoral, gestion du DPM, développement des connaissances sur les risques littoraux, avis sur l'aménagement du littoral – pontons, régularisation. - Risque, énergie, climat : risques littoraux entre autre - Connaissance territoriale, urbanisme - Logement, ville durable - Transport - Bâtiments durables, aménagement - Développement durable
Conseil Régional	<p>Projet de collectivité unique regroupant le CR et le CG.</p> <p>Planification, programmation des équipements et aménagement du territoire.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie - Tourisme : contrat d'excellence tourisme - Commission spécialisée CESAR (évaluation du SAR) - Embellie des Trois-îlets et grand Saint-Pierre - Musée du père Pinchon - TCSP - Plan d'action pour le développement de la Martinique - Réserves naturelles régionales (Prêcheur, Génipa) - Soutien financier à la filière pêche – DCP - Le Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine (SRDAM) de Martinique <p>Les quinze commissions sectorielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Affaires économiques - Affaires financières et budget - Economie sociale et solidarité - Pêche, aquaculture, ressources marines et affaires maritimes

	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture et élevage - Développement durable du transport et de l'énergie - Affaires juridiques, textes, avis et propositions à caractère législatif ou réglementaire - Logement et habitat - Santé - BTP et équipement - Coopération et affaires européennes - Education, formation professionnelle - Enseignement supérieur, innovation et recherche - Culture et patrimoine - Sport
Conseil Général	<p>Projet de collectivité unique regroupant le CR et le CG. Cinq services : solidarité, éducation, culture, territoire, durable. Gestion des ports maritimes de commerce et de pêche (Marin, Trinité, Case-Navire, François, Vauclin, Grand-Rivière, Diamant, Anse d'Arlet). 8 ports de pêche dont 2 de commerce. Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir aux marins-pêcheurs un niveau d'équipement suffisant et homogène - Mettre en place une logique d'aménagements légers, complémentaires et cohérents, - Faciliter l'exploitation des sites - Offrir aux professionnels la possibilité d'exercer leur activité dans des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes <p>Actions également dans le domaine du tourisme et de la gestion de l'eau. Mise en œuvre d'un Agenda 21. Membre du programme Interreg CaribRiskCluster.</p>
Comité martiniquais du tourisme (CMT)	<p>Organe du CG et du CR outil institutionnel chargé du développement touristique de la Martinique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de la Martinique (SDAT) - Mettre en place et faire fonctionner un système d'observation, de veille, d'analyse et de prospective des différentes dimensions du tourisme en Martinique, des marchés émetteurs de touristes et des destinations concurrentes, afin de définir une stratégie de développement et de promotion de la Martinique raisonnée et évolutive. - Etre un lieu de concertation, une force de propositions, de recommandations, de coordination, d'évaluation des besoins et de suivi auprès des pouvoirs publics et entreprises pour la conception et la mise en œuvre, par ces partenaires, de produits et filières touristiques. - Participer à la mise en œuvre de la politique d'aménagement touristique de la Martinique, en cohérence avec les orientations du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), du Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) et du Schéma d'Aménagement Touristique (SDAT). - Réaliser un Plan Marketing à moyen terme et promouvoir, par les moyens les plus appropriés, la destination Martinique et ses produits touristiques, sur les marchés extérieurs qui représentent des potentiels identifiés de développement qui vise à assurer, améliorer l'image de la destination et sensibiliser la population. - Concevoir une politique d'accueil des touristes en Martinique - Participer à la mise en œuvre de la politique de la formation professionnelle en matière touristique sur la base des orientations définies par le Conseil Régional. - exercer dans l'intérêt général et en vertu de l'article 11 de la loi du 13 juillet 92 (Centrale de Réservation), la mise en marché des produits et services touristiques. - Veiller au suivi et procéder à l'évaluation régulière de l'ensemble de ses actions ainsi que celles de ses partenaires.
Agence régionale de la santé (ARS)	<p>Mise en place la politique de santé dans la région.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux répondre aux besoins de la population en matière d'accueil et de prise en charge dans les services de santé - Garantir la sécurité des patients

	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la régulation de l'offre de santé dans la région - Mettre en œuvre au niveau régional la politique de santé publique - Assurer la meilleure efficacité dans l'utilisation des moyens
Observatoire de l'eau (portail de la mer et du littoral)	<p>Porté par l'Office De l'Eau (ODE) et opérationnel depuis 2010, l'Observatoire De l'Eau de la Martinique est une structure partenariale regroupant l'ensemble des acteurs de l'eau en Martinique.</p> <p>Ses objectifs premiers sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès et améliorer le partage des connaissances, - Elargir la diffusion d'informations, - Mutualiser les outils et les compétences en valorisation des données existantes.
Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique (CCIM)	<ul style="list-style-type: none"> - Mission consultative et représentative du monde économique - Interventions dans le domaine du développement économique et soutien aux entreprises (conseil, assistance, observatoire économique) - Missions d'administration - Formations <p>Projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zones de mouillages organisés dans le nord Caraïbe, - Requalification des zones d'activités en bordure de mangrove (assainissement), - Projets d'entreprises (déconstruction navale), - Impliqué dans le contrat de baie de Fort-de-France et contrat de rivière du Galion, - Gestion de la marina des Trois-îlets : problématique des bateaux ventouses. <p>Les pêcheurs sont des ressortissants de la CCIM.</p>
Bureaux d'études : Impact-Mer, Egis Eau, Creocan, Asconit...	Etudes en réponse à des appels d'offres.
BRGM	<p>Cinq missions : recherche scientifique, appui aux politiques publiques, coopération internationale, sécurité minière, formation. Cette activité s'articule en 10 grands domaines des géosciences, destinées à répondre aux différents enjeux industriels et sociétaux : géologie, ressources minérales, géothermie, stockage géologique du CO₂, risques, après-mine, eau, environnement et écotecnologies, laboratoires et expérimentation, systèmes d'information.</p> <p>Etudes sur l'évolution du trait de côte.</p>
UA	Université des Antilles : pôle sciences humaines et sociales en Martinique + récemment groupe de recherche Biosphères en biologie marine.
IRD	<p>Institut de Recherche pour le Développement : Privilégiant l'interdisciplinarité, recherches centrées sur les relations entre l'homme et son environnement en Afrique, Méditerranée, Amérique latine, Asie et dans l'Outre-Mer tropical français. Contribution au développement social, économique et culturel des pays du Sud. Actuellement, les équipes de l'IRD sont impliquées en Martinique dans les domaines suivants : nématologie, physique des sols, hydrologie et télédétection (projet Caribsats).</p>
Météo France	<p>Météo-France exerce les attributions de l'État en matière de sécurité météorologique des personnes et des biens. A ce titre, il apporte son expertise technique aux services compétents de l'État : services en métropole et outre-mer chargés de la sécurité civile, de la prévention des risques majeurs et de la sûreté nucléaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - bulletins d'avertissements relatifs aux phénomènes météorologiques dangereux ainsi que des cartes de vigilance ; alerte, gestion de risques naturels (gestion des risques d'inondation et de sécheresse), de risques sanitaires et technologiques (surveillance de la qualité de l'air, pollens, prévision de la dispersion de pollutions accidentelles - chimiques ou nucléaires - dans l'atmosphère ou à la surface de la mer ...). <p>Mission de recherche scientifique.</p>
Carbet des sciences	<p>Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle (CCSTI) de la Martinique. Désigné en 2012 « Pôle Territorial de Référence de la culture scientifique pour la Martinique ». Mission : favoriser un partage des savoirs en offrant au plus large public les moyens de s'informer et de réfléchir sur les évolutions scientifiques et techniques.</p>

	Étroite collaboration avec les milieux de la recherche, de l'éducation, de l'Industrie et avec les collectivités territoriales et les associations. Le Pôle « Mer et Développement Durable » du Carbet des Sciences développe des outils et des actions de médiation sur les écosystèmes marins et aquatiques et sur le littoral.
Associations de protection de l'environnement	<p>De multiples associations de protection de l'environnement dont par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ASSAUPAMAR - Le Carouge - La SEPENMAR - L'AMEPAS - Pour une écologie urbaine - Association entreprise et environnement - Eco-civisme - APNE - Association A.SEVE - Association SEVE - Fédération des Associations de Protection de la Nature et de l'environnement (FEDAPE)